FORÊTS GIRONDINES ET LANDAISES EN FLAMMES : GRATITUDE ET COLÈRE !

Le 28 juillet 2026,

À Biscarrosse, au Cap Ferret et partout où le feu ravage notre territoire, un immense drame humain et écologique se joue.

Nos premières pensées vont aux deux pompiers professionnels décédés mardi 21 juillet en intervention aux abords de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac.

Nos pensées également les plus solidaires et fraternelles vont aux autres victimes dont beaucoup de blessés (encore chez les pompiers...) ainsi qu'aux personnes évacuées, aux enfants choqués.

Nous déplorons les dégâts causés à la faune et à la flore une fois de plus. Des dizaines de milliers d'hectares ont déjà brûlé depuis le début d'année.

Face au danger, une chaîne de solidarité exemplaire s'est organisée sur le terrain. Nous tenons à exprimer notre plus profonde gratitude et toute notre reconnaissance envers les travailleur-ses qui répondent encore une fois présents, notamment :
- Nos pompiers, véritables guerriers du feu,
- Le personnel médical dont le personnel hospitalier qui se mobilise une fois de plus pour soigner les victimes et les malades,
- Les agentes et agents territoriaux qui œuvrent sans relâche.
- Les forces de gendarmerie qui sécurisent les lieux et protègent la population.
- Les agriculteurs venus prêter main-forte avec leur matériel.
- Les militaires venus en renfort pour protéger nos territoires.

Ce sont d'abord et avant tout les travailleurs-ses notamment ceux du service public qui agissent et dont nous saluons l'engagement, le professionnalisme et le dévouement.

Mais dans le même temps nous dénonçons une nouvelle fois les choix des gouvernants.

Il faut aussi regarder les réalités en face : pour toutes ces femmes et ces hommes qui font vivre le service public, chaque jour peut basculer dans le drame. Et cela pour des raisons politiques.

On ne peut pas continuer à envoyer des pompiers au front sans leur donner les moyens de préserver leur propre vie.

Si tous les feux ne peuvent pas être évités, le manque de prévention et de moyens, lui, est un choix.

Moyens matériels mais également "moyens humains". En effet l'épuisement du personnel s'aggrave après plusieurs jours de combat contre le feu. Et ce malgré les alertes antérieures notamment celles de 2022 et les méga-feux en Gironde.
Les travailleurs-ses sont épuisé.e.s. Que ce soit les pompiers envoyés d'un feu à l'autre, d'un département à l'autre sans pouvoir véritablement dormir, que ce soit les hospitaliers encore en sous-effectif chronique et encore rappelés sur leurs congés pourtant bien mérités.

Plus de Canadairs, moins de tanks !

Pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il à ignorer les alertes répétées du terrain ?
Pourquoi investir massivement dans la guerre et l'armement plutôt que de protéger nos concitoyens, nos forêts et ceux qui risquent leur vie pour nous tous et toutes ?
À l'heure des choix notamment budgétaires, nous rappelons une autre réalité : l'idéologie libérale tue et détruit !

Nous exigeons en urgence :
- Que les 211 milliards annuels d'euros d'argent public offerts sans contrepartie aux grandes entreprises (1er budget de l'Etat !), soient réaiguillés pour répondre aux besoins de la population.
- Que les cent milliards de dividendes par an servent à contribuer à la solidarité nationale et non à l'accumulation des richesses et du pouvoir.

Ainsi nous exigeons sans attendre :
Plus de moyens humains, matériels et financiers pour nos services publics !
Une vraie reconnaissance du travail et des risques pris par tous les travailleurs-ses !
Faire des choix pour les travailleur-ses, pour l'intérêt général, protéger la population, défendre nos territoires sont des urgences vitales !
Après les hommages et les belles paroles, nous exigeons maintenant des actes et des moyens !

À ce stade au niveau local, et comme nous l'avons demandé au gouvernement, des mesures urgentes sont à mettre en œuvre :
- Un dispositif large de chômage partiel prenant en charge 100 % du salaire pour toutes et tous les salarié.e.s impacté.e.s et ce quelles que soit les causes empêchant des conditions normales de travail (domicile évacué, lieu professionnel empêché, conditions de travail dangereuses...).

Ce dispositif doit pouvoir être accessible à la demande des salarié.e.s et/ou des représentant.e.s du personnel et ne pas être laissé à la seule appréciation des employeurs. Notamment au vu des abus patronaux durant la crise Covid (mise en télétravail de salariés déclarés en chômage partiel...).

- Pour les mêmes raisons, nous alertons sur les ruptures conventionnelles à l'initiative des employeurs et nous exigeons un dispositif de contrôle des pouvoirs publics afin de repérer tous les licenciement économique déguisés.

- L'obligation pour les employeurs en Gironde et dans les Landes de convoquer des IRP exceptionnelles afin que l'entreprise réponde aux besoins des salarié.e.s et participe matériellement et financièrement à la solidarité départementale en cours.

- La mise en place d'une cellule de crise départementale sous l'égide de l' État avec la présence des Organisations Syndicales.

- L'abandon du Plan de Retour à l'Équilibre budgétaire du Conseil Départemental (PRE qui représente 0,05 % des 211 milliards que l'État offre aux entreprises...) qui prévoit notamment d'amputer des moyens considérables au SDIS 33 (deux millions d'euros !).

- Les garanties financières pour le maintien des effectifs et la pérennité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de Gironde. Inacceptable que les contraintes et insuffisances de l'État se fassent au détriment des missions d'intérêt général du département 33 en condamnant entre autres services, le CAUE avec la réduction de 60 % de ses effectifs. Alors que ses compétences seront d'autant plus nécessaires pour les collectivités territoriales au vu des conséquences désastreuses des incendies toujours en cours.

E. Macron en déplacement à Bordeaux ce 27 juillet, n'a rien annoncé de tout cela. La com présidentielle n'effacera pas les choix destructeurs faits en connaissance de cause contre les pompiers (qui se souviennent d'avoir été gazés quand ils demandaient plus de moyens et une juste reconnaissance), contre les services publics et leurs agents et contre toutes et tous les travailleurs-ses qui créent et défendent nos richesses telles que nos forêts en feu depuis 6 jours.

Nous vivons aujourd'hui les conséquences des politiques d'austérité et de destruction massive de nos territoires, de nos services publics et du désengagement de l'État au profit du capitalisme. Le gouvernement est au pied du mur, il doit désormais réparer, soutenir et faire les choix politiques pour protéger les travailleurs.se.s mais aussi tous les citoyen.ne.s.

La CGT y veillera sans relâche !

Bordeaux et Mont-de-Marsan le 28 juillet 2026.